

# ACTION URGENTE

## DES PARAMILITAIRES MENACENT DES RESPONSABLES INDIGÈNES

**Un groupe paramilitaire a menacé de tuer des responsables indigènes dans le département colombien de Risaralda (centre-ouest du pays).**

Trois responsables de deux réserves indigènes de Risaralda ont reçu le même SMS sur leur téléphone portable le 5 octobre : « *Messieurs les organisateurs du conseil de direction, vous avez 5 jours ouverts pour retirer tout le conseil parce que vous êtes corrompus, ou sinon nous tuerons vos familles. Cordialement, Bloc Sud.* »

Cette menace a été formulée quelques jours après que le Conseil régional indigène de Risaralda (CRIR) a diffusé un rapport dans lequel les communautés indigènes se plaignaient des atteintes aux droits humains qu'elles subissent dans le contexte de la guerre civile qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années, qui sont commises par toutes les parties à ce conflit : les groupes paramilitaires, les forces de sécurité et les mouvements de guérilla. Entre autres atteintes aux droits humains, les communautés indigènes affirment avoir été la cible de menaces de mort et d'homicides. Elles disent également avoir été chassées de leurs terres par des personnes puissantes qui cherchent à exploiter les importantes ressources minérales de la région.

Depuis la réception de ces menaces, les responsables indigènes visés ont décidé, pour leur propre sécurité, de rester à l'écart de leur communauté.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- priez instamment les autorités d'ordonner l'ouverture d'une enquête impartiale et exhaustive sur les menaces de mort reçues par des responsables indigènes le 5 octobre dans le département de Risaralda, d'en rendre les conclusions publiques et de traduire en justice les responsables présumés ;
- exhortez-les à prendre des mesures radicales afin de garantir la sécurité des communautés indigènes du département de Risaralda, en respectant leurs souhaits.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 19 NOVEMBRE 2009 À :**

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez  
Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26, Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 337 5890**

**Formule d'appel :**

**Excmo. Sr. Presidente Uribe, /  
Monsieur le Président,**

Ministre de l'Intérieur et de la Justice :

Sr. Fabio Valencia Cossio  
Ministerio del Interior y de Justicia, Carrera 9a. No. 14-10, Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 560 4630/599 8961**

**Formule d'appel : Sr. Ministro, /  
Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**

Consejo Regional Indígena de Risaralda (CRIR)  
Carrera 6 No 26-76, Pereira  
Risaralda  
Colombie

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.**

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## DES PARAMILITAIRES MENACENT DES RESPONSABLES INDIGÈNES

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les populations indigènes, les petits paysans et les communautés d'origine africaine font partie des groupes de civils les plus touchés par le conflit armé qui déchire la Colombie. Ces populations vivent souvent dans des zones où les affrontements militaires sont intenses, qui pour la plupart sont riches en ressources naturelles telles que les minerais et le pétrole. Les communautés les plus exposées à des attaques sont celles installées sur des terrains réservés à de grandes exploitations minières et pétrolières, des activités agro-industrielles et des installations hydro-électriques.

Toutes les parties au conflit commettent des atteintes aux droits humains contre ces communautés. Ces agissements ont parfois pour but de les chasser de leurs terres afin de laisser la place à des projets économiques de grande envergure. Les communautés qui militent contre ces projets, et plus généralement pour la défense des droits des peuples indigènes, sont souvent la cible de menaces et d'attaques. Les forces de sécurité les qualifient régulièrement de « *subversives* ». Ces accusations sont fréquemment suivies d'attaques par les paramilitaires. Les groupes de guérilla menacent et tuent aussi des membres de communautés indigènes et afro-colombiennes auxquelles ils reprochent de se ranger du côté de « *l'ennemi* ».

Dans le département de Risaralda, le conflit s'est récemment intensifié et l'activité paramilitaire a augmenté.

AU 274/09, AMR 23/024/2009, 9 octobre 2009

